Veronica Gomez-Temesio, *L'État sourcier : eau et politique au Sénégal*

Brice Auvet

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/etudesrurales/23223>

DOI : [10.4000/etudesrurales.23223](https://doi.org/10.4000/etudesrurales.23223)

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2020

Pagination : 241-243

ISBN : 978-2-7132-2834-6

Référence électronique

Brice Auvet, « Veronica Gomez-Temesio, *L'État sourcier : eau et politique au Sénégal* », *Études rurales* [En ligne], 205 | 2020, mis en ligne le 01 juin 2020, consulté le 02 janvier 2023. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/23223> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.23223>

Veronica Gomez-Temesio,
L'État sourcier : eau et politique au Sénégal,
Lyon, ENS Éditions, 2019, 295 p.

En croisant anthropologie de l'État, du droit et du développement et en partant du forage hydraulique et de ses pannes, Veronica Gomez-Temesio montre de manière empirique et concrète les rôles et les manières d'agir qui donnent corps au « chantier permanent » (p. 95) qu'est l'État sénégalais. L'auteure explique que son fonctionnement brouille « la frontière entre public, privé, légal et illégal » (p. 267), prouvant ainsi que les attributs occidentaux de l'État sont inopérants et affirmant que « l'État africain fonctionne, qu'il a des logiques propres » (p. 267). Il est ainsi frappant de constater que, malgré un manque de moyens criant, à force de bricolage et d'arrangements en grande partie hors de l'État, les services de l'hydraulique rurale parviennent à agir et donne ainsi un certain corps à l'État.

L'ouvrage comprend sept chapitres et deux parties, la première étant consacrée aux éléments théoriques et méthodologiques et la seconde aux résultats de l'enquête. Le premier chapitre situe l'hydraulique rural au Sénégal dans une double trajectoire historique : à partir de la petite ville de Sarakoundé et des transformations du gouvernement régalien (colonial puis le « tout État » postcolonial et les recompositions néolibérales portées par l'aide au développement). Dans le chapitre suivant, Veronica Gomez-Temesio propose de partir des cas concrets de l'accès à l'eau et

plus particulièrement de la panne pour explorer les rapports particuliers entre citoyens et État. Elle utilise les concepts de « state-system » pour interroger l'État dans ses pratiques, de pluralisme juridique – articulant plusieurs régimes légitimes/illégitimes, et formel/informel d'accès à l'eau – et de précarité généralisée de l'accès à l'eau, source de conflits et de revendications renvoyant ainsi à la capacité des citoyens à faire agir l'État.

Dans le chapitre 3, est traitée la manière dont « coule l'eau depuis Dakar » par l'intermédiaire de la figure du « fils du village ». L'auteure montre ainsi comment ce personnage initié répond au besoin de son terroir en donnant accès, grâce à son réseau, à l'appareil étatique de l'hydraulique (financement, capacités techniques, autorisations) et éventuellement aux ressources de bailleurs de fonds internationaux. Cette figure se construit sur la notion de parentèle élargie à la communauté fondée sur le don et le contre-don.

Veronica Gomez-Temesio explore, dans le chapitre suivant, la réforme légale de la gestion de l'eau au Sénégal à la fin des années 1990, qui met en place les comités d'usagers selon une « bonne gouvernance » participative et inclusive, notamment des femmes et des jeunes. Dépolitisée, laïcisée et territorialisée, elle est associée à une tarification métrique. L'auteure montre bien comment chacun de ces éléments

provenant du pouvoir étatique est détourné dans le fonctionnement des comités, qui reflètent les « inégalités » et les « luttes de pouvoir entre familles, entre partis, entre autorités locales et État central » (p. 163).

L'auteure, dans le chapitre 5, se focalise alors sur les arrangements permanents qui caractérisent la tarification au sein des associations d'usagers. Loin d'une facturation uniforme au mètre cube représentant le « coût réel » et donnant accès au service, le bricolage des factures et les impayés sont fréquents et forment une norme avec laquelle « les gens se couvrent mutuellement » (p. 177) selon les relations familiales et de voisinage. Faire payer l'eau est cependant nécessaire pour assurer le fonctionnement et la maintenance du forage surtout face au risque d'être accusé de détournement si l'argent venait à manquer. La « tournée de coupures » (p. 178) intervient alors oscillant entre rigueur et tolérance, sévérité et compassion selon la « connaissance » (p. 183) des situations, maintenant à terme un accès à l'eau garanti par l'appartenance communautaire.

Le chapitre 6 traite de l'appareil d'État et notamment l'organisation de son service intitulé « hydraulique rurale ». En explorant les postes de cadre et de direction, elle montre comment cette bureaucratie est celle d'un service largement inaccessible au public : absentéisme, bureau sans nom ou avec un nom erroné, fermé à clé, utilisation du téléphone portable personnel, secrétaire n'occupant qu'un rôle de barrage. Il est ainsi dirigé selon des relations autoritaires inter-

personnelles d'obéissance et de réciprocité centralisées par le directeur. L'auteure aborde ensuite la « famille de l'hydraulique » composée de ses agents permanents, ses contractuels et ses apprentis « bénévoles » qui font l'hydraulique sur le terrain en installant des forages ou en les réparant. Ce corps, marqué par la précarité et le manque de moyens officiels, s'appuie sur des pratiques illégales et informelles pour mener à bien son travail. Il constitue une « famille » fondée sur des relations d'autorité, d'apprentissage, de répartition du travail et de redistribution de l'argent et des biens, dont les locaux, le matériel et les savoir-faire forment le patrimoine propre.

Les transactions monétaires, ayant lieu au moment de la réparation de la panne par les services hydrauliques, font l'objet du dernier chapitre. L'auteure analyse les différentes circulations d'argent entre les usagers d'un forage et la famille de l'Hydraulique, éclairant ainsi le fonctionnement de l'action publique hydraulique. Trois transactions sont distinguées, associées à des redistributions et des légitimités propres. Premièrement, « l'argent du carburant », dont le tarif est annoncé et formalisé, suit une trajectoire normalisée et directe jusqu'au chef de service pour alimenter la caisse mutuelle d'épargne de la famille de l'hydraulique. Deuxièmement, les « motivations » sont directement reversées aux opérateurs intervenant sur le forage. Elles constituent le salaire, notamment des apprentis « bénévoles ». Troisièmement, le « repli » des pièces usagées (puis leur revente) et la vente de pièces

de remplacement bénéficient à ceux effectuant les réparations ou mettant la main sur les pièces récupérées. Ces transactions commerciales suscitent le plus de tension. Les associations d'usagers peuvent, par exemple, contester le « repli » d'un groupe électrogène ou contourner la famille de l'Hydraulique et acheter directement une pompe.

L'intérêt de cet ouvrage se loge dans la richesse du matériel collecté auprès d'une diversité d'interlocuteurs aussi bien dans la région de Kaolack qu'à Dakar. Veronica Gomez-Temesio a pu suivre au plus près les acteurs du forage, tant les associations d'usagers que les fils du village, les partis politiques et les services hydrauliques en action, témoignant ainsi de ses qualités d'enquêtrice. Cependant, la richesse empirique dépasse largement la perspective théorique annoncée, qui était de démontrer l'existence d'un État sénégalais avec ses logiques propres. Une problématisation du livre plus ambitieuse aurait été possible et constitue ainsi des pistes de relectures alternatives.

L'auteure rapporte systématiquement sa démonstration à « l'État », réputé moderne, et à ses attributs (droit, « contrat social », propriété, service public), bien qu'elle aborde la grande diversité des acteurs et des logiques politiques à l'œuvre pour l'accès à l'eau. Elle montre que l'État sénégalais n'est pas une institution monolithique dont les agents seraient les exécutants. Il repose en grande partie sur des règles du jeu et des acteurs, qui lui sont extérieurs. L'État apparaît alors comme une force politique parmi d'autres dans le gouvernement

de l'accès à l'eau. Veronica Gomez-Temesio aurait ainsi pu s'appuyer sur le concept de « constellation hydro-politique »¹ pour saisir la diversité des acteurs intervenant dans l'accès à l'eau et caractériser les relations de pouvoir spécifiques les reliant. Cela lui aurait permis d'approfondir la notion de famille comme un véritable fonctionnement politique du don/contre-don basé sur l'appartenance communautaire, d'autant que cette notion est omniprésente dans l'ouvrage pour caractériser les « fils du village », la tarification et le corps de l'hydraulique.

Deuxièmement, bien que la thématique de l'argent soit récurrente dans les chapitres et que la partie principale du livre s'intitule « L'argent de l'eau », c'est seulement dans celui consacré à la tarification et à la panne, que l'auteure aborde les différentes transactions commerciales et montre le fonctionnement concret de la famille hydraulique, des communautés villageoises, et de leurs interrelations. En repositionnant l'argent dans une perspective théorique, la qualification des transactions monétaires et la manière dont elles circulent entre les acteurs ainsi que la constitution de mutuelle/caisse et sa redistribution permettent de caractériser

1. « Une constellation hydropolitique est constituée de tous les acteurs déployant des stratégies tissées autour des divers enjeux représentés par le contrôle de la gestion de l'eau ainsi que les relations entre ces acteurs, quelle que soit leur nature », Julie Trottier, *Eau, pouvoir et société*, habilitation à diriger des recherches, Université Montesquieu-Bordeaux, Institut d'études politiques, Bordeaux, 2007, p. 6

les multiples relations de pouvoir qui gouvernent l'accès à l'eau. Enfin, la question des savoirs de l'eau parsème l'ouvrage et aurait pu faire l'objet d'une approche spécifique pointant les relations particulières de savoir et pouvoir pour l'accès à l'eau, prenant la forme d'une épistémologie civique² des savoirs scientifiques, techniques et profanes. Ainsi, les acteurs mobilisent et associent différents types de savoirs (intégré et participatif, hydraulique, communautaire).

Ces remarques n'enlèvent rien à l'apport de ce livre dont l'intérêt dépasse les études africaines et l'anthropologie politique.

Il contribue aux études hydro-politiques en offrant une perspective ethnographique fine sur la construction du pouvoir étatique autour de l'accès à l'eau. Plus généralement, il nous invite à penser les recompositions plus ou moins légales, formelles, légitimes de l'exercice du pouvoir face aux doctrines néolibérales et aux injonctions participatives et intégratives pour la gestion de l'environnement qui sont également en jeu dans les pays occidentaux.

Brice Auvet,
géographe, post-doctorant à l'Université
Hébraïque de Jérusalem,
département de géographie Jérusalem

2. Sheila Jasanoff, « Beyond Epistemology: Relativism and Engagement in the Politics of Science », *Social Studies of Science*, 1996, 26 (2), p. 393-418.